

ENQUÊTE RAPIDE SUR LA SITUATION ET LES BESOINS DES PVVIH DANS LE CONTEXTE DU COVID-19 EN CÔTE D'IVOIRE (Août 2020)

CONTEXTE DE L'ENQUÊTE EN CÔTE D'IVOIRE

En Côte d'Ivoire, les personnes vivant avec le VIH sont estimées à 430 000 à fin 2019 (Rapport mondial ONUSIDA 2020). La Prévalence du VIH dans la population générale de 15-64 ans est de 2,9% avec 4,1 % chez les femmes et 1,7% chez les hommes(enquête CIPHA 2018). Aussi, face à l'épidémie actuelle de COVID-19, l'ONUSIDA reste permanemment préoccupée par les conditions de vie et d'accès aux services de santé des personnes vivant avec le VIH(PVVIH). A cet effet, des enquêtes périodiques sont menées par l'ONUSIDA en Côte d'Ivoire afin de contribuer à réduire l'impact du COVID-19 sur l'accès aux services des PVVIH et des populations clés, et assurer le soutien au développement de nouveaux services. Une première enquête sur la situation et les besoins des PVVIH a été réalisé auprès 286 PVVIH en Avril 2020, en étroite collaboration avec le réseau des PVVIH (RIP+) et les organisations de la société civile assurant un appui aux personnes infectées et affectés par le VIH. Cette enquête a notamment mis en évidence la crainte d'être exposé au COVID-19 chez plus de la moitié des PVVIH enquêtées (55,2%), ainsi que des inquiétudes chez certains patients sur les moyens d'accéder aux ARV et autres services à cause du COVID-19. 6,3% des PVVIH ayant formulé une demande de renouvellement du traitement n'ont pu l'obtenir et 2% des personnes ayant un enfant sous traitement ARV étaient en rupture de stock.

Par ailleurs diverses autres préoccupations telles l'accès à un moyen d'obtenir leur médicament en toute sécurité, le risque de non-respect de l'auto-confinement dû au manque de ressources pour couvrir leurs besoins quotidiens ont été relevées par les PVVIH. Ces résultats ont permis de mener des actions de plaidoyer en partenariat avec les PVVIH et les organisations de la société civile. Ce qui a favorisé des actions en termes d'appui, matériel, financier et alimentaire en direction des PVVIH.

C'est dans cette même dynamique que s'inscrit cette seconde enquête du genre auprès des PVVIH et des populations clés en vue comprendre l'impact du COVID sur ces derniers, ainsi que leurs besoins dans le contexte de cette épidémie en vue de formuler des recommandations. Il est à noter que cette seconde enquête dispose de questions supplémentaires sur les aspects de la situation économique et des droits humains des PVVIH et populations clés.

MÉTHODOLOGIE

Il s'est agi d'une collecte quantitative avec administration d'un questionnaire en ligne via « surveymonkey ». En effet, 16 agents communautaires ont été identifiés et ont contribué à la collecte de données dans 13 localités de la Côte d'Ivoire et bénéficié d'orientation de la part de ITPC-WA afin d'administrer le questionnaire en face à face aux PVVIH. Aussi, les organisations de la société civile assurant le suivi des PVVIH ont été associées en vue de faciliter l'enquête. La participation à l'enquête est restée ouverte à tous les PVVIH et volontaire. La collecte des données s'est effectuée du 21 juillet au 10 août 2020 et a connu la participation de 867 PVVIH à travers le pays.



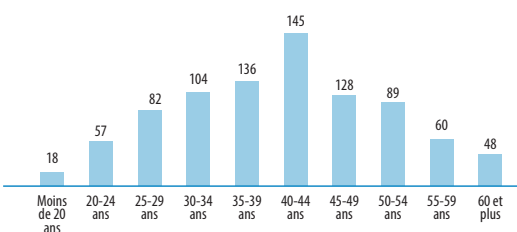
RAPPEL DE QUELQUES MESURES PRISES EN CÔTE D'IVOIRE DANS LA PERIODE DE L'ENQUETE

Le Président de la République, de Côte d'Ivoire a présidé le lundi 13 juillet 2020, une réunion du Conseil National de Sécurité (CNS) durant laquelle plusieurs mesures ont été prises relativement à la crise sanitaire du COVID-19 après l'avis du Comité Scientifique: le maintien de l'état d'urgence jusqu'au 30 juillet 2020 ; le maintien de la fermeture des frontières terrestres et maritimes ; la fin de l'isolement du grand Abidjan à partir du 15 juillet 2020 ; le contrôle systématique du port du masque dans les véhicules, et les lieux publics ainsi que l'application des mesures coercitives définies par décret ; le maintien de la fermeture des bars, boîtes de nuit, cinémas et lieux de spectacle ; le confinement obligatoire de toutes les personnes vulnérables, y compris les femmes enceintes ; le renforcement de la sensibilisation communautaire en vue d'un changement de comportement surtout à travers une plus grande implication des jeunes et des femmes encadrées par les communes.

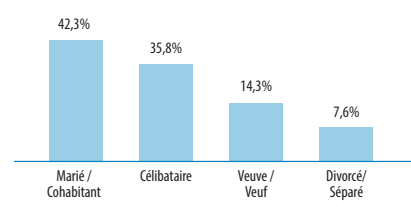
RÉSULTATS

La présente enquête a enregistré 867 personnes réparties comme suit : 619 femmes soit 71,4%, 247 hommes soit 28,5% et une personne n'ayant pas souhaité se prononcer sur son identité sexuelle soit 0,1%.

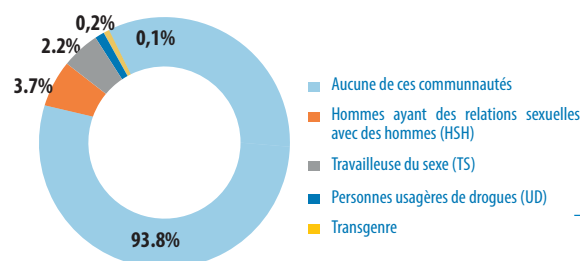
► **Figure 1 : Répartition par groupe d'âge**



► **Figure 3 : Situation matrimoniale des enquêtés**



► **Figure 2 : Appartenance des participants à une communauté spécifique**



► **Figure 4 : Niveau d'étude des participants**

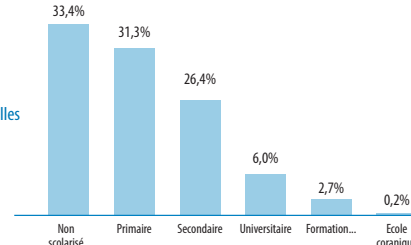


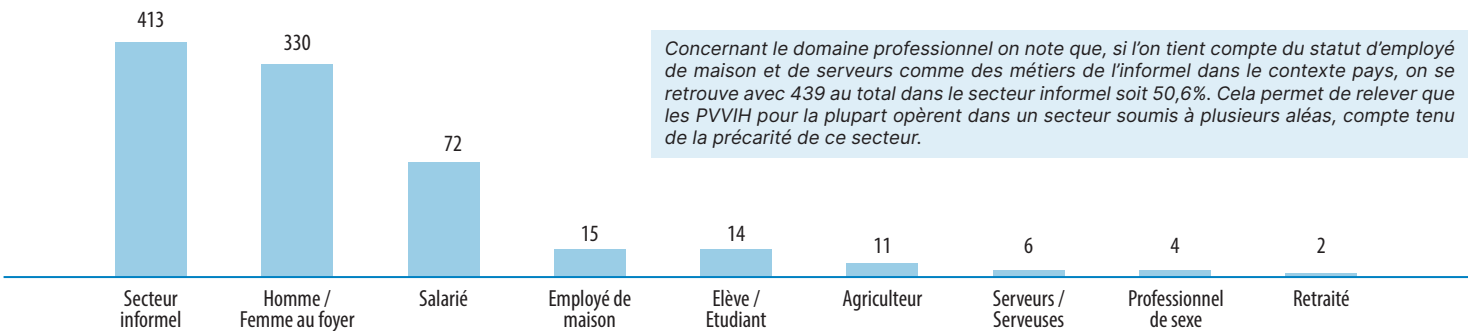
Tableau 1 : Répartition des participants à l'enquête par localité

LOCALITÉS	PARTICIPANTS	%
ABENGOUROU	113	13,0%
ABIDAN	180	20,8%
ABOISSO	49	5,7%
AGBOVILLE	46	5,3%
AKOUPÉ	62	7,2%
BONOUA	50	5,8%
BOUAKÉ	176	20,3%
GRAND-BASSAM	51	5,9%
KORHOGO	44	5,1%
MAN	56	6,5%
SAN PEDRO	14	1,6%
SASSANDRA	25	2,9%
ZOUKOUGBEU	1	0,1%
TOTAL	867	100,0%

Situation administrative des participants

Concernant la situation administrative des PVVIH, 806 personnes soit 93% des participants ont dit être originaires de la Côte d'Ivoire, contre 61 personnes soit 7% originaires d'autres pays parmi lesquels 51 personnes migrantes(5,9%) et 10 réfugiés (1,1%).

► **Figure 5 : Domaine professionnel des enquêtés**



Concernant le domaine professionnel on note que, si l'on tient compte du statut d'employé de maison et de serveurs comme des métiers de l'informel dans le contexte pays, on se retrouve avec 439 au total dans le secteur informel soit 50,6%. Cela permet de relever que les PVVIH pour la plupart opèrent dans un secteur soumis à plusieurs aléas, compte tenu de la précarité de ce secteur.

01. Situation économique des participants

Relativement à la question de la possession d'une activité économique sur les 867 personnes enquêtées, 537 soit 61,9% de participants ont déclaré avoir une activité économique contre 330 soit 38,1%.

► **Figure 6 : Possession d'une activité économique**

Avez vous une activité économique ?



► **Figure 7 : Possession d'une activité économique par sexe**

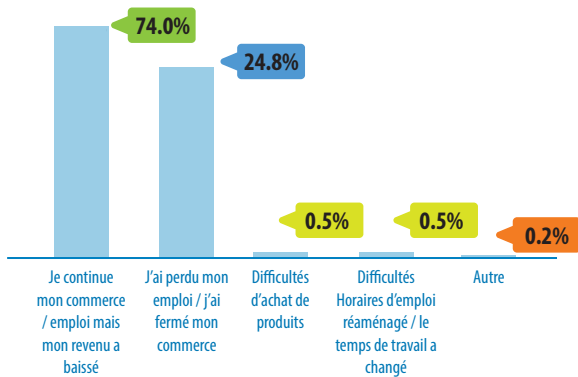
Personnes disposant d'une activité économique



Parmi les 537 personnes ayant déclaré avoir une activité économique, 78,6% ont eu leurs activités économiques affectées par le COVID-19 contre 21,4% n'ayant pas été affectées économiquement par le COVID-19. Parmi les 422 personnes affectées économiquement par le COVID-19, il y a 313 femmes soit 74% et 109 hommes soit 26%.

► **Figure 8 : Effets du COVID-19 sur les activités économiques**

Comment le COVID-19 a-t-il affecté votre activité économique ?



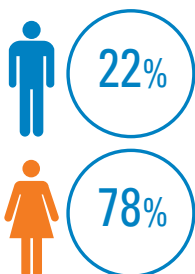
Dans l'ensemble des 13 localités couvertes par l'enquête, les PVVIH ont été économiquement affectées du fait de la crise sanitaire liée au COVID-19.

Tableau 2 : Répartition des PVVIH disposant d'une activité économique et affecté du fait du COVID-19 par localité

Localités	Nombre de personnes disposant d'une activité économique (n= 522)	% personnes disposant d'une activité économique	Nbre de personnes dont l'activité économique a été affectée du fait du COVID-19 (n= 422)	% personnes dont l'activité économique a été affectée du fait du COVID-19	Représentativité des PVVIH affectées économiquement par rapport à ceux disposant d'activité économique par localité
ABENGOUROU	59	11,0%	49	11,6%	83,1%
ABIDJAN	116	21,6%	93	22,0%	80,2%
ABOISSO	30	5,6%	22	5,2%	73,3%
AGBOVILLE	31	5,8%	29	6,9%	93,5%
AKOUBE	47	8,8%	39	9,2%	83,0%
BONOUA	32	6,0%	30	7,1%	93,8%
BOUAKE	107	19,9%	86	20,4%	80,4%
GRAND-BASSAM	9	1,7%	4	0,9%	44,4%
KORHOGO	29	5,4%	10	2,4%	34,5%
MAN	50	9,3%	36	8,5%	72,0%
SAN PEDRO	10	1,9%	9	2,1%	90,0%
SASSANDRA	16	3,0%	14	3,3%	87,5%
ZOUKOUGBEU	1	0,2%	1	0,2%	100,0%
TOTAL	537	100,0%	422	100,0%	78,6%

► **Figure 9 : Répartition des PVVIH ayant perdu leur emploi ou fermé leur commerce selon le sexe.**

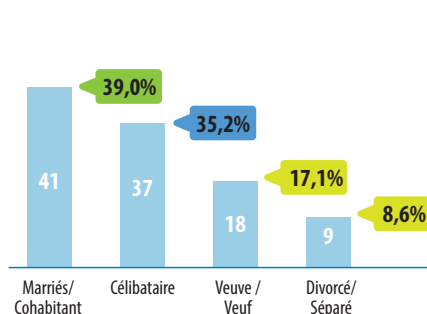
Parmi les 105 PVVIH ayant déclaré avoir perdu leur emploi ou fermé leur commerce du fait du COVID, il y a 82 femmes soit 78% et 23 hommes soit 22%.



84,7% des PVVIH ayant déclaré avoir perdu leur emploi ou fermé leur commerce sont dans le secteur informel (artisanat, commerce, etc). 4,7% sont des salariés dans des entreprises privées, 3,8% des employés de maison et 3,8% des serveurs. Enfin on note que 2,8% sont des professionnels de sexe. En tenant compte des employés de maison et serveurs comme faisant partie du secteur informel, on peut retenir que 92,3% des personnes ayant perdu leur emploi sont dans le secteur informel.

► **Figure 10 : Situation familiale des personnes ayant perdu leur emploi**

Profil matrimonial des personnes ayant perdu leur emploi/fermé leur commerce



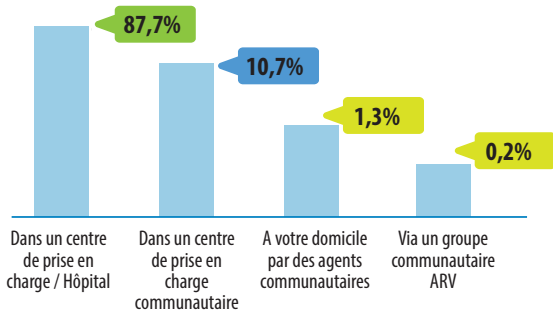
Les personnes en couple et les personnes célibataires sont en tête avec respectivement 39% et 35,2%, suivies par les veufs (17,1%) et les personnes séparées (8,6%). Le fait pour les personnes en couple de perdre leur emploi pourrait accentuer les difficultés pour faire face aux charges familiales.

02. Accès au Traitement ARV et autres services de soins et soutien

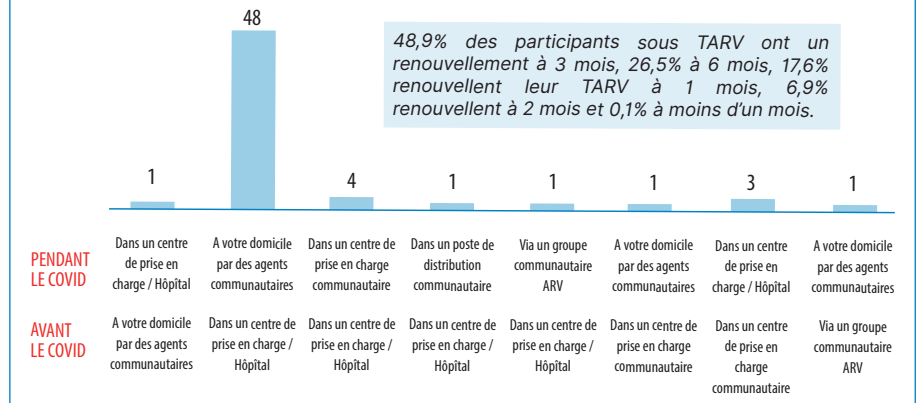
Parmi les 867 PVVIH enquêtées, 857 personnes soit 98,8% étaient sous TARV. On constate qu'avant la survenue du COVID-19, la majorité (87,7%) recevait leur traitement dans un hôpital.

► **Figure 11** : Lieu de réception du TARV avant le COVID-19

Avant le covid où receviez vous vos traitements ?



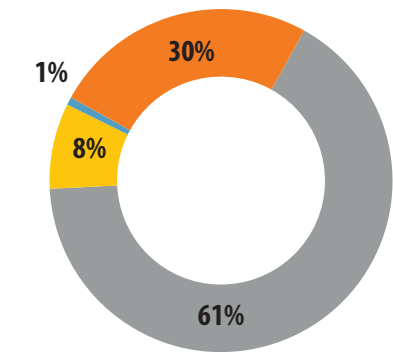
► **Figure 12** : Changement du cadre de réception des ARV



93% des PVVIH sous TARV ont signifié que la manière dont- ils recevaient les ARV n'a pas été modifié par le COVID-19. On note un changement cependant chez 60 personnes soit 7% des PVVIH sous TARV : 80% sont passées de la prise en charge dans un hôpital à la distribution des ARV à domicile par les conseillers communautaires. Cela pourrait certainement s'expliquer par la distribution communautaire des ARV en cours de promotion dans la réponse nationale au VIH et particulièrement dans le contexte du COVID-19.

► **Figure 13** : Renouvellement du TARV depuis le début du COVID-19

Avez vous essayé de renouveler votre TARV depuis le début du COVID ? (n=714)



- Oui pas reçu de traitement
- Oui reçu le traitement mais avec une quantité diminuée
- Oui reçu le traitement mais avec la quantité habituelle
- Oui reçu un traitement ARV différent de celui que vous recevez d'habitude (changement de molécule)

Les difficultés d'accès au traitement existent indépendamment de la période de renouvellement du patient on peut le constater au niveau des demandes de renouvellement satisfaites en partie. En effet, 215 PVVIH, soit environ 30% des PVVIH sous TARV ont reçu leur traitement avec une quantité diminuée. Et ce indépendamment du temps habituel de renouvellement du TARV. Cependant on peut constater que les PVVIH qui renouvellement à 3 mois semble les plus touchées car représentant plus de la moitié (52,6%), suivi par les patients qui renouvellement à 6 mois (39,5%), ceux de 2 mois (6%) et enfin les patients qui renouvellent à 1 mois (1,9%).

Tableau 3 : Répartition des demandes partiellement satisfaite par localité

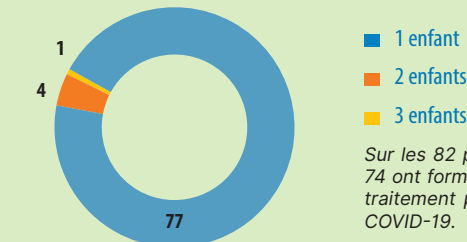
LOCALITÉS	Nombre de PVVIH ayant reçu leur TARV avec une quantité diminuée (n=215)	%
ABENGOUROU	65	30,2%
ABIDJAN	42	19,5%
ABOISSO	5	2,3%
AGBOVILLE	14	6,5%
BONOUA	12	5,6%
BOUAKÉ	58	27,0%
KORHOGO	19	8,8%
TOTAL	215	100,0%

Les 215 PVVIH ayant reçu leur TARV avec une quantité diminuée sont répartis dans 7 localités sur les 13 couvertes par l'enquête, avec plus du quart de ces personnes au niveau de la localité d'Abengourou (30,2%) suivi par Bouaké (27%), Abidjan (19,5%), Korhogo (8,8%), Agboville (6,5%), Bonoua (6,5%) et Aboisso (2,3%).

Le TARV chez les enfants

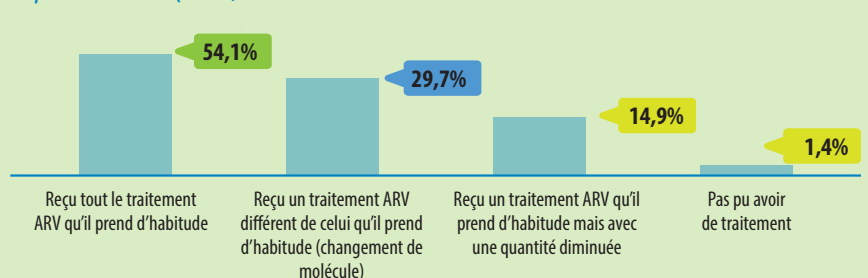
S'agissant de la question liée aux enfants, 595 PVVIH participants ont dit avoir des enfants. Parmi elles, 13,8% ont dit avoir au moins 1 enfant vivant avec le VIH.

► **Figure 14** : Possession d'enfants VIH positif par les enquêtés



Sur les 82 parents ayant des enfants VIH positifs, 74 ont formulé une demande de renouvellement du traitement pour leur enfant depuis l'avènement du COVID-19.

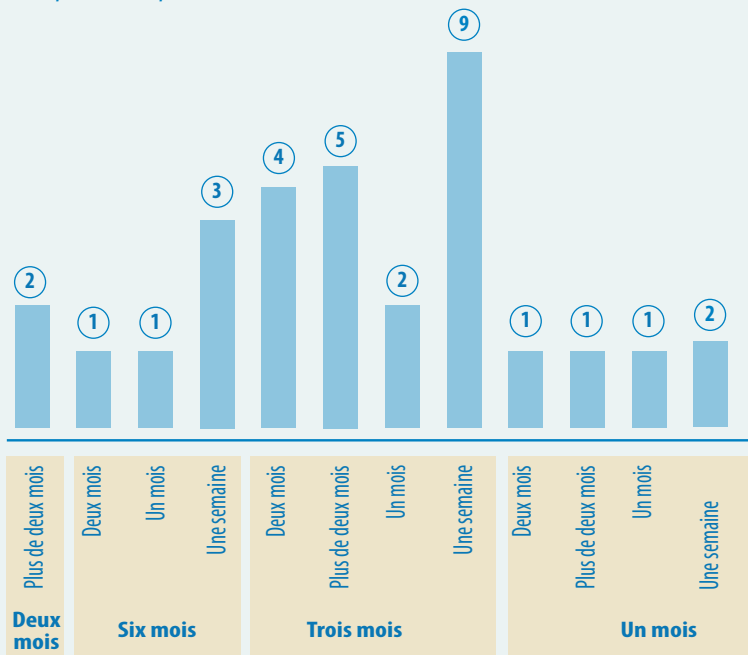
► **Figure 15** : Renouvellement du TARV pour les enfants VIH positif Parent ayant formulé une demande de renouvellement du TARV pour leur enfant depuis le COVID (n=74)



Cas de rupture d'ARV

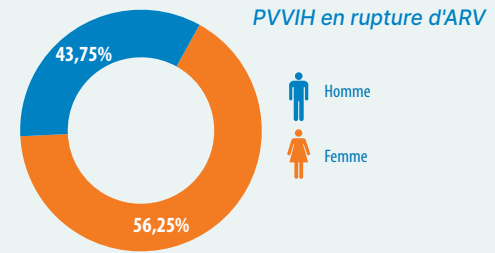
► **Figure 16** : Durée de rupture d'ARV

Durée de rupture/ temps de renouvellement ARV



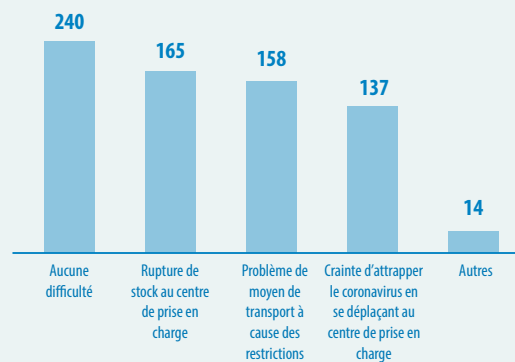
Les 32 cas de rupture se répartissent dans 7 localités sur les 13 couvertes par l'enquête. La ville d'Abengourou regorge à elle seule 8 cas de de rupture soit 25%, suivie d'Agboville 6 cas, Abidjan et Man 5 cas, Bouaké 4 cas et Aboisso et Korhogo avec 2 cas chacune. On note ainsi le problème de rupture touche les PVVIH de plusieurs localités à la fois.

► **Figure 17** : Répartition des PVVIH en rupture par sexe



On dénombre aussi parmi les hommes ayant des rupture d'ARV, 3 HSH répartis dans 3 localités notamment 1 Abidjan, 1 à Agboville et 1 à Bouaké.

► **Figure 18** : Difficultés liées au renouvellement du TARV depuis la survenue du COVID.

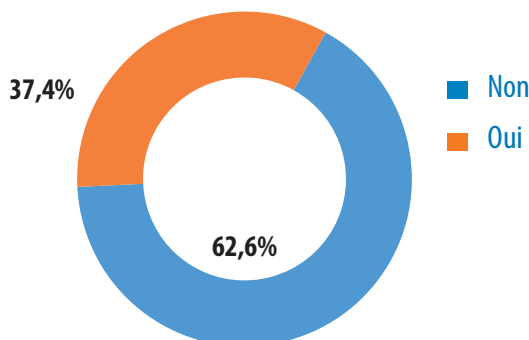


Accès au soutien psychosocial

Indépendamment du sexe, de la tranche d'âge, de l'appartenance à une communauté spécifique et de la localité, plus de la moitié des participants 543, soit 62,6% des participants à l'enquête disent n'avoir pas reçu de services de soutien psychologique depuis le début de la pandémie du COVID-19.

► **Figure 19** : Accès au soutien psychosocial

Depuis le début de la pandémie, recevez-vous des services de soins ou/et soutien psychosocial de la part d'une association / ONG ou d'une organisation communautaire ?

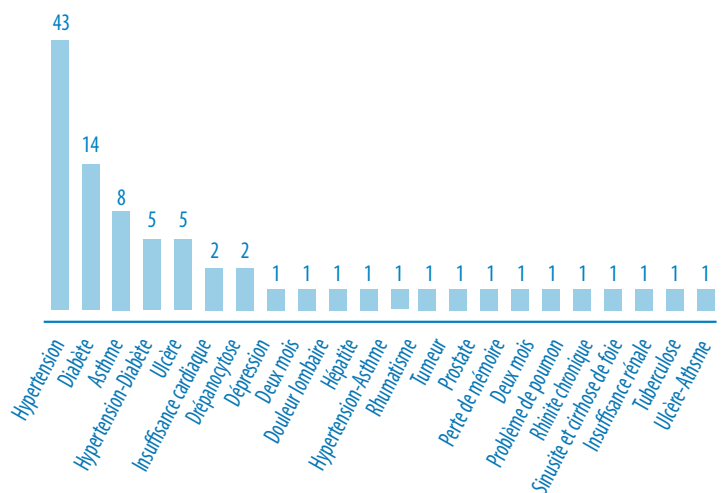


Autres maladies chroniques chez les PVVIH enquêtés

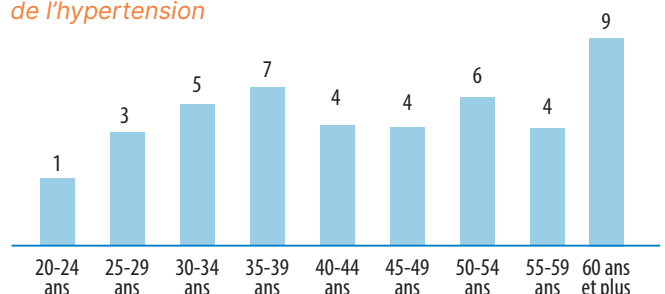
10,7% des PVVIH enquêtées ont déclaré avoir une autre maladie chronique en dehors du VIH. L'hypertension artérielle vient en tête des maladies chroniques évoqués par les PVVIH, Touchant ainsi, les personnes âgés de 20 ans aux personnes de plus de 60 ans.

► **Figure 20** : Autres maladies chroniques chez les enquêtés

Depuis le début de la pandémie, recevez-vous des services de soins ou/et soutien psychosocial de la part d'une association / ONG ou d'une organisation communautaire ?



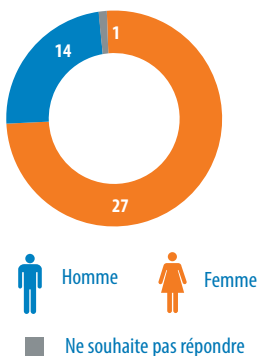
► **Figure 21** : Répartition selon l'âge des PVVIH souffrant de l'hypertension



Violence depuis la survenue du COVID-19

4,8% des PVVIH participant ont fait état de violence subie depuis la survenue du COVID-19, parmi elles, 27 femmes, 14 hommes et 1 personne n'ayant pas souhaité décliner son identité sexuelle.

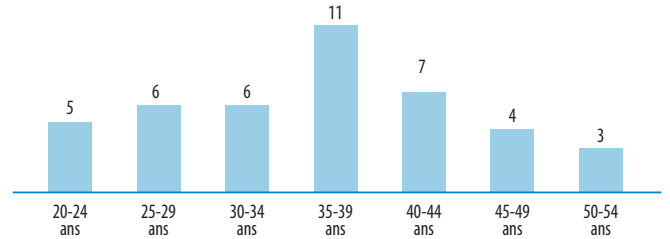
► **Figure 22** : Répartition des victimes de violence selon le sexe



La raison principale des violences subies par les PVVIH, se révèle être leur positivité au VIH (évoqué par 16 personnes dont 10 femmes et 6 hommes) soit 38% des personnes sur les 42 victimes. S'en suivent les violences basées sur le genre avec 13 cas (11 femmes et 2 hommes). On a aussi 7 cas de violence (4 femmes et 3 hommes) du fait de l'orientation sexuelle. Cependant 2 PVVIH ont été victime de violence sans en savoir les raisons véritables et une personne a évoqué le cas de litige foncier.

Les PVVIH victimes de violence se retrouvent quasiment dans toutes les tranches d'âge. Les victimes de violence sont réparties entre 20 ans et 54 ans.

► **Figure 23** : Répartition des victimes de violence selon l'âge



Sur les 42 cas de violence relevés chez les enquêtés, 12 sont au niveau des populations clés. Sur les 12 cas des populations clés, 6 cas soit la moitié sont à l'endroit des HSH, 4 cas à l'endroit des TS et 1 cas l'endroit respectivement de transgenre et personne usagère de drogue.

Recours en cas de violence

► **Figure 24** : Recours en cas de violence

Savez vous à qui vous adresser en cas de violence ?



► **Figure 25** : PVVIH ignorant les voies de recours



Certains PVVIH enquêtés restent encore ignorant des voies de recours en cas de violence subie, indépendamment de leur niveau d'étude.

Tableau 4 : Répartition PVVIH ignorant les voies de recours en cas de violence selon le niveau d'étude

Niveau d'étude	Effectif personnes enquêtées	Effectif personnes ignorant les voies de recours en cas de violence subie	% personnes ignorant les voies de recours en cas de violence subie
Ecole coranique	2	2	100,0%
Formation professionnelle	23	11	47,8%
Non scolarisé	290	104	35,9%
Primaire	271	89	32,8%
Secondaire	229	52	22,7%
Universitaire	52	14	26,9%
TOTAL	867	272	31,4%

SYNTHESE DES POINTS D'ATTENTION & RECOMMANDATIONS

A l'issue de l'examen des données collectées dans le cadre de cette deuxième enquête sur la situation et les besoins des PVVIH en Côte d'Ivoire, on note deux besoins majeurs (les besoins économiques, et les besoins liés à l'accès aux ARV, soins médicaux et soutien). Cependant on relève tout de même une amélioration de certains points explorés lors de la première enquête :

- En Août 2020, seulement environ 1% chez les adultes et 1,4% chez les enfants ont eu des difficultés de renouvellement d'ARV contre respectivement 6,3% chez les adultes et 2% chez les enfants

- En Août 2020, 19,2% des PVVIH enquêtés éprouvaient la peur d'attraper le COVID-19 contre 55,2% en Avril 2020, sans doute imputable aux intenses activités de sensibilisation et à la dotation de certains PVVIH en kits de protection.

Par ailleurs, nonobstant cette amélioration qui tend à être observée sur certains points, il convient de rappeler au travers des données collectées au cours de la présente enquête, que la crise sanitaire liée au COVID-19 tend à accroître la vulnérabilité des PVVIH. Et ce, malgré les efforts fournis en direction de cette population.

Tableau 5 : Synthèse des points d'attention et recommandations

Besoins	Points d'attention	Recommandations
Economique	<ul style="list-style-type: none"> • Perte d'emploi ou baisse de revenus due à la situation du COVID-19 chez les PVVIH enquêtés (74% ont connu une baisse de leur revenu, tandis que 24,8% ont perdu leur emploi). • Majorité des PVVIH enquêtés opérant dans l'informel (50,6% dans le secteur informel). • Manque d'activité économique pour nombre de PVVIH enquêtés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Apporter un appui aux PVVIH, notamment aux femmes VVIH, pour la mise en place ou le renforcement d'activités économiques plus résilientes.
Accès aux ARV, soins médicaux et autres services	<ul style="list-style-type: none"> • Persistance des ruptures (3,7% des PVVIH sous TARV étaient en rupture au moment de l'enquête et 1,4% des parents ont signifié avoir eu des difficultés pour renouveler le traitement de leurs enfants depuis la survenue du COVID. En outre 23,1% ont évoqué des problèmes récurrents de rupture de stock d'ARV dans les centres de prise en charge). • Tension de stock d'ARV (30% des PVVIH ont reçu leur ARV avec une quantité diminuée). • Difficultés et risques liés aux moyens de transport pour le renouvellement du TARV (22,1% ont évoqué un problème de moyens de transport du aux restrictions prises au niveau national. Personnes soit 19,2% la crainte d'attraper le COVID). • Insuffisance de l'appui psycho-social et d'information sur les voies de recours en cas de violence (62,6% des PVVIH enquêtés n'ont pas reçu d'appui psycho-sociale depuis le début du COVID et 31,4% ignorent les voies de recours en cas de violence subie). • Présence d'autres maladies chroniques chez les PVVIH (10,7% des enquêtés disent avoir une autre maladie chronique en dehors du VIH). 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la chaîne d'approvisionnement • Renforcer la distribution communautaire des ARV. • Renforcer la prescription multi mois des ARVs. • Renforcer les activités communautaires de soutien psycho-sociale, de promotion et de protection des droits humains des PVVIH. • Sensibiliser les PVVIH et faciliter leur adhésion de la Couverture Maladie Universelle pour faire face aux autres pathologies. • Renforcer les moyens de protection des PVVIH contre le COVID 19.

Réalisé par :



<http://itpcwa.org> infos@itpcwa.org

<https://m.facebook.com/ITPCWestAfrica/>

Avec l'appui technique et financier de :



ONUSIDA, Côte d'Ivoire
Cocody Riviera Golf, Rue D30/D27,
face à la Direction des Services
Techniques de la Mairie de Cocody,
Abidjan - Tél. : +225 22 47 68 01